|  |
| --- |
|  |
| Rapport économique annuel |
| Industrie alimentaire wallonne – 2014 |

Table des matières

[Synthèse 2](#_Toc431453519)

[1. Chiffre d’affaires et production 5](#_Toc431453520)

[2. Emploi 7](#_Toc431453521)

[3. Employeurs 10](#_Toc431453522)

[4. Investissements 12](#_Toc431453523)

[5. Rentabilité et compétitivité 13](#_Toc431453524)

[5.1 Compétitivité : fiscalité 14](#_Toc431453525)

[5.2 Compétitivité : couts salariaux 15](#_Toc431453526)

[5.3 Compétitivité : coûts de l’énergie 17](#_Toc431453527)

[6. Exportations et commerce extérieur 18](#_Toc431453528)

[6.1Répartition des exportations par marché d’exportations et par groupe de produits 19](#_Toc431453529)

[Liste d’abréviations](#_Toc431453530)

# Synthèse

« ***Un maillon fort de l’industrie wallonne*** »

« ***20.697 salariés directs et 32.080 indirects*** »

« ***Balance commerciale de presque 0,9 milliards d’euros*** »

L’industrie alimentaire reste sans conteste un maillon fort de l’industrie wallonne en 2014. Ce secteur étant relativement insensible aux mouvements cycliques, il a plutôt bien tenu la barre en 2014, malgré la situation économique toujours difficile. De ce fait, le secteur alimentaire voit augmenter depuis quelques années sa part dans l’emploi, les exportations, les investissements et le chiffre d’affaires de l’ensemble de l’industrie.

**Le chiffre d’affaires de l’industrie alimentaire wallonne s’élevait à 8,2 milliards d’euros en 2014,** ce qui représente une forte augmentation de 10,6% par rapport à 2013. La croissance de l’industrie alimentaire en 2014 est nettement plus forte que dans les autres secteurs industriels en Wallonie (+6,1% en moyenne). Sur la période 2008-2014, la croissance du chiffre d’affaires s’est élevée à 23,3% dans l’industrie alimentaire alors que celle-ci a diminué de 7,6% pour l’ensemble de l’industrie manufacturière. Le chiffre d’affaires de l’industrie alimentaire wallonne a aussi augmenté plus vite que dans les pays voisins, sur cette même période.

**En 2014, l’industrie alimentaire wallonne employait un total de 20.697 salariés**. Cela représente une diminution de 0,1% par rapport à 2013. Néanmoins, sur la période 2008-2014, l’emploi dans l’industrie alimentaire a augmenté de 0,8%. L’emploi dans l’industrie manufacturière a quant à lui chuté de 2,5 % en 2014 et de 11% sur la période 2008-2014. L’industrie alimentaire wallonne emploie en outre encore près de 32.080 travailleurs indirects, ce qui porte le nombre d’emplois liés à ce secteur à plus de 52.777 emplois au total. La part de l’industrie alimentaire wallonne dans l’emploi industriel total s’élève à 16,9% en 2014, alors qu’en 2008, elle n’était encore qu’à 14,9%.

**L’industrie alimentaire wallonne est un véritable secteur de PME.** En 2013, presque 60% des entreprises de l’industrie alimentaires wallonnes occupaient moins de 5 travailleurs. Seules 13 entreprises occupaient plus de 250 travailleurs. La grande majorité des très petites entreprises (<5 travailleurs) sont des boulangeries artisanales.

**En 2014, les exportations de l’industrie alimentaire wallonne ont été estimées à 4,2 milliards d’euros.** Pour la même année, les importations ont représenté une valeur de 3,3 milliards d’euros, ce qui correspond à un excédent de la balance commerciale de presque 0,9 milliards d’euros. Les principaux produits d’exportation de l’industrie alimentaire wallonne sont les produits laitiers, les préparations de légumes (les pommes de terre surgelées) et les boissons.

« ***Exportations en dehors de l’EU-15 : forte augmentation*** »

« ***Compétitivité et marges sous pression*** »

« ***Crucial d’attirer plus de jeunes travailleurs qualifiés*** »

**En 2014, 16% du total des exportations concernait des exportations en dehors de l’EU-15,** ce qui représente une forte augmentation : en 2004 cette part était seulement de 12,7%. Les principaux produits d’exportation lointaine sont à nouveaux les produits laitiers, les préparations de légumes (les pommes de terre surgelées) et les boissons. La conquête des marchés hors de l’EU-28 (les Etats-Unis, BRICS, NEXT-11,…) sera cruciale pour la croissance future de l’industrie alimentaire wallonne.

**La compétitivité de l’industrie alimentaire est sous pression.** Les coûts salariaux de l’industrie alimentaire belge sont 21,8% plus élevés que ceux de nos pays voisins et la part des coûts salariaux dans la valeur ajoutée augmente depuis 2005. Un signal clair que la rentabilité et la compétitivité sont sous pression suite aux les coûts salariaux élevés. A cela s’ajoute la fiscalité et les coûts énergétiques (plus particulièrement pour les petites entreprises intensives en énergie), qui viennent renforcer le handicap de compétitivité de l’industrie alimentaire. La taxe au kilomètre aura un impact énorme sur les coûts de transport et sur la compétitivité de notre secteur

En raison de l'augmentation du prix des matières premières, de l'énergie, des coûts du travail et de la fiscalité, on constate une baisse structurelle de la rentabilité depuis 2005. Une entreprise alimentaire moyenne générait en 2013 une marge opérationnelle nette de 3,6%.

**La pyramide des âges des salariés actifs au sein de l’industrie alimentaire wallonne inspire de l’inquiétude.** La part des moins de 50 ans est en baisse et le nombre des plus de 50 ans est en augmentation. En 2005, 17,1% des salariés de l’industrie alimentaire wallonne avaient plus de 50 ans, alors qu’en 2014 la part des plus de 50 ans est passée à 26,3% des salariés. L'industrie alimentaire wallonne a du mal à recruter de nouveaux travailleurs. Une grande part des plus de 50 ans, actifs au sein de l'industrie alimentaire, va prendre sa retraite dans les années à venir. Pour l'avenir de l'industrie alimentaire wallonne, il est crucial d'attirer plus de jeunes travailleurs qualifiés. Le problème du vieillissement dans l'industrie alimentaire est d’autant plus urgent qu’il y a un grand nombre de fonctions en pénurie. Ce sont surtout les profils techniques (comme les opérateurs) qui sont très difficiles à trouver.

L'exportation vers des marchés lointains sera d'une importance primordiale pour l'avenir de l'industrie alimentaire wallonne. Pour pouvoir conquérir ces marchés lointains, nos entreprises doivent être compétitives. Des mesures structurelles pour améliorer cette compétitivité (coûts salariaux, coûts énergétiques et taxes) sont donc nécessaires.

« ***Améliorer l’image et la visibilité avec Food.be – Small country. Great food.*** »

En même temps, la valeur ajoutée (réelle) des produits alimentaires doit augmenter. L’innovation et le « branding » des produits alimentaires belges vers des marchés étrangers en sont la clé. Pour améliorer l'image et la visibilité des produits alimentaires belges sur les marchés étrangers, FEVIA a développé le concept "**Food.be – Small country. Great food.”**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Indicateurs** | **2014\*** | **Δ2013** | **Part de l’industrie 2014** |
| **Chiffre d’affaires\*\*\*** | **8.183 mio €** | **+10,6%** | **18,7%** |
| **Exportation** | **4.220 mio €** | **+2,1 %** | **9%** |
| **Importation** | **3.345 mio €** | **-1,4 %** | **9,5%** |
| **Solde balance commerciale** | **876 mio €** | **+17,9 %** | **pas applicable** |
| **Postes de travail \*\*** | **20.697** | **-0,1%** | **16,9%** |
| **Lieux de travail \*\*** | **1.436** | **-1,4%** | **28,8%** |

**\* estimations pour 2014 sur la base de chiffres provisoires**

**\*\* estimation pour 2014 sur base des taux de croissance des statistiques centralisées Q2 2013**

**\*\*\* valeur connue pour les denrées alimentaires, estimation pour les boissons**

# Chiffre d’affaires et production

Le chiffre d’affaires de l’industrie alimentaire s’élevait à 8,2 milliards d’euros en 2014.[[1]](#footnote-1) Cela représente une augmentation de 10,6% par rapport à 2013. La croissance de l’industrie alimentaire en 2014 est nettement plus forte que les autres secteurs industriels en Wallonie (+6,1%). Sur la période 2008-2014, la croissance du chiffre d’affaires s’est élevée à 23,3% dans l’industrie alimentaire par rapport à une diminution de 7,6% dans l’ensemble de l’industrie manufacturière.

**Source : DGSIE (déclarations T.V.A.)**

En 2014, la croissance de l’industrie alimentaire wallonne est plus forte que dans les pays-voisins (Fig. 2). Au cours de la période 2008-2014, la croissance du chiffre d’affaires est clairement plus forte qu’en France, aux Pays-Bas ou en France.

Selon les indices de production, la production de l’industrie alimentaire a crû en 2014 de 2,2%. Au cours de la période 2008-2014, la production de l’industrie alimentaire a crû de 8,1% contre 6,5% dans l’ensemble de l’industrie manufacturière. Le rythme de croissance (du chiffre d’affaires et de la production) est clairement plus stable dans l’industrie alimentaire que dans l’industrie manufacturière.

**Source : DGSIE (déclarations T.V.A.) et Eurostat (STBS)**

**Source : Index de production, DGSIE (sur base des enquêtes PRODCOM)**

# Emploi

En 2014, l’industrie alimentaire wallonne occupait un total de 20.697 salariés (estimation). Cela représente une diminution de 0,1% par rapport à 2013. Au cours de la période 2008-2014, l’emploi a augmenté de presque 1%. L’emploi dans l’industrie manufacturière a lui chuté de 11% pendant la période 2008-2014. L’industrie alimentaire se présente donc de plus en plus comme un des piliers de l’emploi dans l’ensemble de l’industrie Wallonne. L’emploi dans l’industrie alimentaire wallonne représente 16,9% de l’emploi industriel wallon.

**Source: ONSS (statistiques décentralisées)**

Le vieillissement a un impact important sur l’industrie alimentaire en Wallonie (fig. 5). Le nombre total travailleurs reste plus ou moins stable, mais la proportion de personnes de moins 50 ans est en baisse. Au cours des 5 à 10 prochaines années, une grande proportion de personnes de plus de 50 ans prendra sa retraite. Trouver de la main-d’œuvre jeune et bien qualifiée est donc une priorité pour l’industrie alimentaire wallonne.

**Source : WSE (donnés par Commissions Paritaires 118 et 220)**

Selon la dernière enquête sur les emplois de 2013, 31,2% des travailleurs de l'industrie alimentaire sont peu qualifiés, 47,6 % des travailleurs sont moyennement qualifiés et 21,3% ont un diplôme de l'enseignement supérieur (fig. 6). Le graphique met en outre en évidence la nette diminution de la part des travailleurs peu qualifiés (formation primaire ou secondaire inférieur) durant la période 2000-2013 au profit des travailleurs disposant d’un diplôme de secondaire supérieur.

Un écart important demeure toutefois entre le niveau de qualification de l'industrie alimentaire et celui du reste de l'industrie et de l'ensemble du secteur privé. L'industrie alimentaire est donc un secteur qui emploie un nombre relativement élevé de peu qualifiés. Il apparaît aussi clairement que les secteurs non industriels emploient proportionnellement beaucoup plus de travailleurs très qualifiés que les secteurs industriels.

L’industrie alimentaire, avec un emploi stable pendant la crise de 2009, fonctionne donc comme tampon pour les peu qualifiés.

**Source : CCE et DGSIE (enquête sur les forces de travail)**

**Source: ONSS (statistiques décentralisées)**

Dans le tableau ci-dessus, les sous-secteurs de l’industrie alimentaire sont classés par ordre d'importance (selon l’emploi dans le secteur). Les six plus grands secteurs, à savoir les boulangeries et pâtisseries, la fabrication d’autres denrées alimentaires (e.a. le chocolat, le sucre, café et thé, les plats préparés,…), la viande, les fruits et légumes, la fabrication de boissons, et l’industrie laitière représentent 95 % de l'emploi dans l'industrie alimentaire.

# Employeurs

L’industrie alimentaire wallonne est un véritable secteur de PME. En 2013, presque 60% des entreprises de l’industrie alimentaires wallonnes occupaient moins de 5 travailleurs. Seules 13 entreprises occupaient plus de 250 travailleurs. La grande majorité des très petites entreprises (<5 travailleurs) sont des boulangeries artisanales.

**Source: ONSS (statistiques décentralisées), estimations IDEA-consult et FEVIA Wallonie**

**Source: ONSS (statistiques décentralisées), estimations IDEA-consult et FEVIA Wallonie**

Le nombre d’entreprises dans l’industrie alimentaire wallonne a continué de diminuer en 2014 (-1,4%). La taille moyenne des entreprises alimentaires wallonnes en 2014 est de 14,4 effectifs (estimation). L’industrie alimentaire a connu une consolidation ces dernières années. Ce processus de consolidation est seulement en partie expliqué par le recul des boulangeries artisanales. Il existe bel et bien une croissance d’échelle dans l’industrie alimentaire Wallonne. En fait, un processus de la consolidation n’est pas négatif, au contraire : cela peut mieux armer les entreprises dans un contexte international de plus en plus compétitif.

# Investissements

En 2014, les investissements en immobilisation corporelle ont augmenté de 23%. L’industrie alimentaire wallonne a investi 286,9 million d’euros (fig. 10). Au cours de la période 2008-2014, la part de l’industrie alimentaire dans la totalité des investissements industriels augmente de 11,9% en 2008 à 19,4% en 2014. Dans l’industrie manufacturière wallonne, les investissements en 2014 sont de 20,6% supérieurs à ceux de 2008.

Les investissements dans l’industrie alimentaire sont liés à la conjoncture. Après plusieurs années de forte croissance avant 2008, le secteur n’a pas échappé aux conséquences de la crise financière et économique de 2009 et 2010. Après 2010, les investissements de l’industrie alimentaire wallonne ont connu une croissance forte. Par précaution, il faut mentionner qu’il s’agit ici d’estimations.

**Source : DGSIE (déclarations T.V.A.), estimations IDEA-consult**

# Rentabilité et compétitivité

Une entreprise alimentaire moyenne générait en 2013 une marge opérationnelle nette de 3,6%, soit une augmentation de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2012. A moyen terme, il y a une baisse structurelle de la rentabilité. La fiscalité, les coûts salariaux et les coûts d’énergie ont augmenté de façon significative (infra).

La volatilité de la rentabilité est (partiellement) expliquée par la volatilité des prix des matières premières. Après 2005, les prix des matières premières ont commencé à augmenter fortement et la rentabilité a diminué. Inversement, lorsque les marchés des produits de base ont été assouplis en 2009, la rentabilité a augmenté.

Contrairement aux prix des matières premières, les coûts de la main-d'œuvre et les coûts de l’énergie (via les surcoûts), sont fortement influencés par la politique (fiscale) du gouvernement.

**Source : BNB (comptes nationaux ; SEC 2010)**

## Compétitivité : fiscalité

Depuis 2006, la charge fiscale sur l'industrie alimentaire wallonne a nettement augmenté. Sur base de calculs via Belfirst, on constate que les cotisations patronales ont augmenté de 142,6 millions en 2006 à 208,8 millions en 2013, soit une augmentation de 46,4%, tandis que le nombre d'employés au cours de cette période est resté presque stable. L’impôt sur les entreprises, malgré le plongeon en 2008 (impact des prix élevés des matières premières sur la rentabilité) a augmenté de 48,6 millions en 2006 à 64,1 millions en 2013. Le précompte professionnel a augmenté de 67, 8 millions d’euro à 91,7 millions d’euro.

**Source : Belfirst, estimations FEVIA Wallonie**

## Compétitivité : couts salariaux

Il n'y a pas de données officielles disponibles concernant les coûts horaires des employés dans l'industrie alimentaire wallonne. Par conséquent, on utilise ici des données belges, qui peuvent être extrapolées pour l'industrie alimentaire wallonne.

Depuis 2005 le handicap salarial par rapport à nos trois pays voisins a considérablement augmenté. En 2012, le coût salarial horaire d'une entreprise alimentaire belge était de 23,3% supérieur au coût salarial horaire d'une entreprise alimentaire chez nos voisins directs. Selon les projections du Conseil Central de l'Economie, le handicap salarial devrait encore augmenter légèrement en 2013, puis se réduire quelque peu en 2014 pour atteindre les 21,8%, un niveau insoutenable.

**Source: Eurostat (Short-Term Business Statistics)**

L’augmentation de la productivité est invoquée comme argument pour minimaliser le handicap salarial. La productivité dans l'industrie alimentaire a augmenté. Néanmoins, il est incorrect et même dangereux d'en déduire que le coût du travail n’est donc pas un problème.

Les « Real Unit Labor Costs » (RULC) sont en hausse depuis 2005, surtout depuis 2010 (fig. 14). Les RULC expriment la part de la valeur ajoutée de l’industrie alimentaire attribuée au facteur « travail ». Si la part du facteur « travail »augmente dans la valeur ajoutée, il y a, ceteris paribus, un effet négatif sur la rentabilité. Par conséquent, il est clair que les gains de productivité sont convertis en paiement de coûts salariaux de plus en plus élevés. L'augmentation des coûts salariaux horaires est donc clairement un facteur explicatif important de la baisse de rentabilité structurelle.

**Source : BNB (Comptes Nationaux, SEC2010)**

La compétitivité de l’industrie wallonne est donc soumise à une forte pression. Trois raisons supplémentaires confirment le fait qu’il n’est pas correct de minimiser le handicap salarial. (1) Une augmentation (réelle) de la productivité n’est pas garantie à l'avenir. (2) Une augmentation de la productivité réelle risque d’être accompagnée par un coût social élevé (substitution capital-travail). (3) La concurrence des pays de l’Europe de l'Est est féroce. Le coût horaire total d'un travailleur dans l'industrie alimentaire polonaise représente moins de 5 euros par heure. Ceci n’est pas suffisamment pris en compte dans le débat actuel.

## Compétitivité : coûts de l’énergie

Suite aux surcoûts (**Cotisation fédérale**, off-shore,…), les coûts de l’énergie des entreprises sont déjà plus élevés que dans les pays voisins. A l'avenir, les surcoûts menacent d’augmenter de façon exponentielle. Ce sont surtout les PME intensives en énergie, dont beaucoup sont actives dans l'industrie alimentaire, qui risquent d’en devenir la victime (fig. 15). Une intervention urgente des autorités est ici nécessaire.

**Source : Calculs FEVIA Wallonie**

**Les chiffres ne prennent pas encore en compte les exonérations partielles de la surcharge certificats verts ELIA**

# Exportations et commerce extérieur

En 2014, les exportations de l’industrie alimentaire wallonne ont augmenté de 2,1% par rapport à 2013. La balance commerciale s’est soldée en 2014 par un excédent de 867 millions d’euros.

Les exportations de l’industrie alimentaire wallonne ont fortement augmenté jusqu'en 2008. Entre 2002 et 2008, la valeur totale des exportations a augmenté de 23,3%. En 2009, par contre, il y a eu une diminution des exportations de 4,9%. Par rapport à la contraction des exportations totales de biens en 2009 (-16,4%), l’industrie alimentaire a pu limiter l’impact de la crise économique. Après 2009, les exportations se rétablissent et atteignent 4,2 milliards d’euro en 2014.

Sur la période 2004-2014, les importations ont augmenté à peu près proportionnellement aux exportations, maintenant une balance commerciale positive pour l’industrie alimentaire. De cette façon, l'industrie alimentaire contribue de manière significative à la balance commerciale wallonne.

**Source : BNB-ICN (concept national), codes NC 02, 03, 04, 07, 09, 10, 11, 15 à 22**

## 6.1Répartition des exportations par marché d’exportations et par groupe de produits

**Source : BNB-ICN (concept national), codes NC 02, 03, 04, 07, 09, 10, 11, 15 à 22**

Les exportations de l’industrie alimentaire wallonne restent principalement concentrées sur l’Union européenne et plus encore sur nos voisins directs avec 59,8% de l’ensemble de nos exportations (fig. 17). Néanmoins, la part de l’Europe de l’Est et les marchés en dehors de l’Europe augmentent. En 2014, 16% des exportations étaient orientées vers les pays hors de l'UE-15. Cette croissance, due au potentiel que représentent ces marchés, est prometteuse pour les exportations wallonnes.

Pour le moment, la concentration des exportations vers les trois pays voisins et l’Europe occidentale comporte certains risques. L’Europe occidentale est un marché « mature » avec un potentiel de croissance limité. Par exemple, en 2014 les exportations vers les l’Allemagne, le Royaume-Uni et l’Italie ont baissé. Point positif : à long-terme les exportations de l’industrie alimentaire se sont clairement diversifiées. Pour l’industrie alimentaire wallonne il est crucial de poursuivre cette diversification.

**Source : BNB-ICN (concept national), codes NC 02, 03, 04, 07, 09, 10, 11, 15 à 22**

En ce qui concerne la répartition des exportations par sous-secteurs, on constate une répartition équilibrée entre les catégories de produits, avec toutefois une part plus importante du secteur laitier (figure 18). Cette diversification des exportations est un atout pour l’industrie alimentaire wallonne : une baisse d’exportation dans une catégorie peut ainsi être compensée par une hausse dans une autre catégorie.

Le marché d'Europe occidentale pour les produits alimentaires a un potentiel de croissance limité. Si l’industrie alimentaire wallonne veut encore grandir, il est crucial de percer dans les marchés d'exportation plus lointains.

« Les produits phares belges » tels que la bière et le chocolat peuvent jouer un rôle important dans l’«ouverture des portes » pour les autres produits alimentaires. Afin de consolider et de renforcer sa croissance, l'industrie alimentaire belge a besoin d'une meilleure visibilité et d’une image forte, particulièrement dans les pays d'exportation plus lointaine. C’est pourquoi FEVIA a mis au point un concept d'image de marque cohérent que l'industrie alimentaire belge doit promouvoir comme LA référence dans le monde entier pour la qualité: **”Food.be – Small country. Great food.”**

# Liste d’abréviations

BNB-ICN : Banque Nationale de Belgique – Institut des Comptes Nationaux

CCE : Conseil Central de l’Economie

DGSIE : Direction générale Statistique et Information économique

FEVIA : Fédération de l’industrie alimentaire

NACE 2008 : Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne

NC : Nomenclature Combinée

ONSS : Office National de Sécurité Social

PME : Petites et Moyennes Entreprises

SEC : Système européen des comptes nationaux et régionaux

STBS : short-term business statistics

T.V.A. : Taxe sur la Valeur Ajoutée

WSE : Steunpunt Werk en Sociale Economie

1. Estimations FEVIA wallonie et IDEA consult. [↑](#footnote-ref-1)